

Tzipi Livni, ministre israélienne des Affaires étrangères et le très décrié Premier ministre Ehoud Olmert.



**Israël** Impliqué dans un scandale de corruption, le Premier ministre israélien Ehoud Olmert voit les appels à sa démission se multiplier, y compris au sein de son propre parti.

# Olmert poussé vers la sortie

Le 29 mai, le chef du parti travailliste et ministre israélien de la Défense Ehoud Barak portait le premier coup dur au Premier ministre Ehoud Olmert, le sommant de démissionner. Cette déclaration est intervenue suite au témoignage très accablant de l'homme d'affaires israélo-américain Morris Talansky. Lors

de son audition au tribunal de Jérusalem dans le cadre du scandale de corruption impliquant Olmert, ce dernier a reconnu sous serment avoir versé en quinze ans quelque 150 000 dollars en liquide à Olmert pour le financement de ses campagnes électorales et de ses vacances de luxe. Le parti travailliste étant le principal allié du parti centriste au pouvoir Kadima, la demande de Barak est un véritable challenge

pour Olmert. Sans le soutien des 17 députés travaillistes, Olmert n'aurait en effet plus de majorité au Parlement.

Néanmoins, étant mal placé dans les sondages, Barak a fait attention à ne pas brandir la menace d'un départ imminent des travaillistes qui aurait pour conséquence la chute de la coalition gouvernementale. En effet, si des élections anticipées devaient avoir lieu actuel-

lement, c'est le parti de droite du Likoud mené par Benjamin Netanyahu qui l'emporterait haut la main d'après les sondages. Barak s'est donc contenté d'affirmer que le parti travailliste était prêt à rester dans un gouvernement dirigé par un autre chef de Kadima.

## Brouillard politique

ALORS QUE LA PRÉSENTE législature doit normalement s'achever fin 2010, la perspective d'élections anticipées semble progressivement s'imposer, à tel point que les politiciens de tout bord

même du gouvernement. Par ailleurs, son amitié avec la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice est à l'origine de suspicions du côté des faucons de Kadima qui la considèrent trop modérée sur la question d'un règlement avec les Palestiniens. Tzipi Livni est pourtant née politiquement dans le berceau de la droite nationaliste qu'elle a quittée pour Kadima. Ses parents étaient tous deux des membres actifs de l'Irgoun, cette organisation clandestine qui constituera le noyau du Likoud aujourd'hui dirigé par Netanyahu. De 1980 à 1984, elle tra-

le semblant de processus de paix en cours depuis la conférence d'Annapolis. Imputer l'échec de cette initiative avortée dès ses débuts, voilà qui devrait du moins être chose aisée pour tous. Exemple : cette crise est survenue une semaine après l'annonce de la reprise des négociations indirectes entre l'Etat hébreu et la Syrie sous les auspices de la Turquie, portant sur un retrait israélien du Golan dans le cadre d'un accord de paix. Dès l'annonce de ces négociations, après huit ans de gel, Olmert s'est vu accusé par ses détracteurs de les relancer dans le seul but de détourner l'attention de l'enquête qui le vise. Netanyahu a ainsi affirmé son opposition à un retrait du plateau du Golan lors d'un meeting de soutien aux colons du Golan. Facile, et tellement prévisible.

Le comble ? Dans ce brouillard politique, Olmert ne perd pas le nord quant à sa ligne de conduite à l'égard des Palestiniens. La veille de sa rencontre avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas prévue le lundi 2 juin quelques heures seulement avant son départ pour les Etats-Unis, le Premier ministre poursuit effrontément la politique de colonisation des territoires palestiniens en autorisant la construction de 884 logements à Jérusalem Est.

s'y préparent, à droite comme à gauche. L'image d'Olmert est largement entamée. Selon un sondage publié le 29 mai, 70% des Israéliens estiment ainsi qu'il devrait démissionner, dont 62% se déclarent favorables à des élections anticipées, tandis que 25% préfèrent la formation d'un nouveau gouvernement sans dissolution du Parlement. Même dans les coulisses de son propre parti Kadima, Olmert est confronté à une lutte pour le pouvoir déjà bien lancée. Formé en 2006 par Ariel Sharon à la veille des dernières législatives, ce parti centriste manque pourtant de mécanisme pour élire ou destituer son chef. Mais les nombreux prétendants à la succession s'inquiètent apparemment peu de cette lacune. Parmi eux, la ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni et le ministre de Transport Shaul Mofaz. La chef de la diplomatie, qui jouit d'un large prestige populaire du fait de son image de femme intègre et modérée, a appelé à la tenue de primaires au sein de Kadima. Des sondages récents montrent d'ailleurs que Kadima remporterait les législatives s'il était dirigé par Livni.

## Avantage Tzipi Livni

CEPENDANT, MALGRÉ sa popularité, Livni manque d'appui au sein même de l'appareil du parti. Avocate très volontaire et catapultée vers les sommets de Kadima par Sharon, elle suscite la méfiance au sein du parti. Déjà en 2007, une animosité avait éclaté au grand jour avec Olmert lorsqu'elle s'était prononcée en première fois – comme Barak d'ailleurs – en faveur de sa démission après la publication d'un rapport sur les ratés d'Israël durant la guerre de 2006 au Liban. Cette sortie lui avait valu de vifs reproches au sein de Kadima, certains l'accusant de lâcheté politique pour ne pas avoir été au bout de ses paroles en donnant l'exemple et en démissionnant elle-

veille pour le Mossad en tant que conseillère juridique avant d'entamer une carrière politique avec son entrée à la Knesset en 1999. Elle est tour à tour ministre de la Coopération régionale, ministre de l'Agriculture, de l'Immigration, de la Justice et de l'Intégration avant de devenir ministre des Affaires étrangères en 2006. Contrairement à Livni, Shaul Mofaz bénéficie des faveurs d'Olmert. Ancien chef d'état-major, il s'est positionné résolument à droite et accuse sa rivale de «comploter» avec le parti travailliste contre le Premier ministre. Quant au principal concerné, il continue de démentir les malversations et affirme ne pas avoir l'intention de renoncer à ses fonctions. Ce sera cependant au procu-



reur général Menahem Mazouz de décider d'une éventuelle inculpation, auquel cas Olmert a fait savoir qu'il démissionnerait. Entre temps, le Premier ministre s'est rendu comme si de rien n'était à Washington, répondant à une invitation du lobby pro-israélien AIPAC. D'aucuns n'hésitent pas à qualifier ironiquement ce déplacement de «visite d'adieu» au président américain George W. Bush. Une chose est sûre : la crise politique israélienne est un prétexte tout trouvé à l'ensemble des parties en jeu dans



Enfin, et pour faire bonne mesure, il a annoncé, le même jour, à l'occasion du 41<sup>e</sup> anniversaire de ce que les Israéliens appellent «la réunification» de la ville sainte, que Jérusalem resterait sous souveraineté israélienne «pour l'éternité». Coup de ciseaux au processus de paix. Faut-il le rappeler cette «réunification» de 1967 n'était autre qu'une annexion militaire non reconnue à ce jour par la communauté internationale de la partie orientale par Israël dont les Palestiniens ambitionnent de faire la capitale de leur futur Etat ?

AMINA BOUBIA